

La fermeture de classe à la Ribambelle fait réagir

Des parents d'élèves ont rencontré François Carbonell, le président des maires ruraux de l'Orne, samedi. Ils lui ont fait part de leurs inquiétudes devant le projet.

Les parents d'élèves de l'école de la Ribambelle ont rencontré, samedi après-midi, le président des maires ruraux de l'Orne, François Carbonell, pour lui exprimer leur inquiétude face au projet de fermeture d'une classe à l'école. La discussion a permis de souligner l'importance de cette école du quartier de la Madeleine. L'association des maires ruraux de l'Orne défend, depuis plusieurs mois, le principe du zéro fermeture de classe dans le département.

« À entendre les autorités de l'Éducation nationale, il s'agit d'une position excessive, voire intenable. Mais pour qui ? Pour les élèves ? Pour les enseignants ? Pour les parents ? [...] La succession de fermetures de classes affaiblit les écoles, en regroupement ou pas, et ces écoles finissent par disparaître », explique le président des maires ruraux.

57 % n'ont pas le français comme langue maternelle

« On ne parle pas d'optimisation mais de redéploiement de postes où on profite aussi du départ à la retraite d'enseignants pour réduire les classes même si cela ne se justifie pas. Je peux comprendre la difficulté du Dasen (Directeur académique des services de l'Éducation nationale) à gérer, chaque année, la pénurie de postes dédiés à notre territoire mais cela ne suffit pas à l'accepter », ajoute François Carbonell. Après cette mise au point, François Carbonell a écouté les parents d'élèves qui ont mis en exergue les spécificités de cette école de la Ribambelle où la mixité sociale n'est pas un vain mot « et l'engagement des enseignants est total ».

L'occasion de revenir sur des indicateurs que l'on ne retrouve que dans cette école du territoire des Pays de l'Aigle : 57 % des enfants scolarisés à la Ribambelle n'ont pas le français comme langue maternelle et certains sont allophones. Certains parents ont besoin de traducteurs et 40 % des enfants sont inscrits dans le plan de prévention langage (PPL), un protocole de langage propre à l'Orne. De même, 25 % des parents des enfants scolarisés à la Ribambelle ne travaillent pas.

« Ces éléments confirment l'analyse des besoins sociaux réalisés dernièrement sur ce secteur par le Comité intercommunal d'action sociale des Pays de l'Aigle. Nous sommes ici au cœur des difficultés sociales ! souligne François Carbonell. Ce qui est incompréhensible avec cette école, c'est qu'elle n'est pas dans un Réseau d'éducation prioritaire car elle répond à tous les critères et éviterait d'entrer dans cette logique de fermeture de classe. Il y a là, je crois, matière à se battre pour ce réseau. »

Le président des maires ruraux a aussi évoqué le quartier prioritaire de la ville de L'Aigle (QPV) qui n'est autre que celui de la Madeleine. Un sujet qu'il connaît bien pour être le vice-président chargé de l'urbanisme à la communauté de communes des pays de L'Aigle. « Alors que les collectivités locales, l'État et les partenaires s'engagent dans la refonte totale de ce quartier en investissant plus de 13 millions d'euros (cela comprend notamment la construction d'une toute nouvelle école en remplacement de la Ribambelle), l'Éducation nationale décide, dans le même temps, de réduire le nombre de classes dans ce quartier prioritaire. Mais quel signal est ainsi envoyé aux habitants de ce secteur en agissant de la sorte ? C'est une aberration totale. »



Une classe serait menacée de fermeture à l'école de la Ribambelle. Ouest-France